

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Ce-dont-nous-avons-besoin>

Argentine : Ce dont nous avons besoin

- Argentine -

Date de mise en ligne : vendredi 3 octobre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les symboles parlent et se conjuguent avec un grand sentiment, l'ennemi pour tout ceux qui luttent pour la patrie est le même.

Les clichés profonds des temps politiques que nous vivons sont des jugements proches des controverses Peronisme-Kirchnerisme, ou Péronisme-progressisme et aussi entre jeunes des années soixante dix et jeunes d'aujourd'hui.

Kirchnerisme, Péronisme et Progressisme

Pour que soit possible un projet transformateur, il est nécessaire que le péronisme et le progressisme puissent s'agglutiner sans faire appel à ce péronisme de l'économie concentrée, adaptée à l'étranger, créateur d'une profonde pauvreté que nous avons bien connu dans les années 90, ni au progressisme qui continue à parier sur la politique du pire, ou sur le tout ou rien qui l'a historiquement porté à se positionner avec la droite à chaque étape vers la souveraineté et l'équité, comme cela arrive actuellement.

Comme point de départ pour l'examen de ce que nous appelons « *kirchnerisme* », il faut admettre l'affirmation selon laquelle ces années sous les gouvernements kirchneristes ne sont ni insignifiantes ni complaisantes. Depuis 2003 et chaque fois plus, ils ont été malmenés furieusement par l'opposition politique et les corporations externes et internes parce que celles-ci veulent maintenir la situation de privilège obtenue commodément, et sans remise en question.

En particulier depuis de la discussion sur les rétentions aux exportations agricoles, ce fut le partage des eaux. Les critiques qui étaient faites par les différentes opinions dignes d'intérêt et même d'attention dans certains cas, ont disparu de la scène pour donner lieu à ce qu'aujourd'hui nous voyons, à plusieurs reprises, pour se transformer en « si ça vient du gouvernement, je m'y oppose ». Cette logique est nourrie par les médias qui s'affrontent dans leur double fonction d'être et de représenter les pouvoirs qui n'acceptent pas de laisser leur omnipotence et lieu de privilège qu'ils ont, tant durant la dictature et que pendant le néolibéralisme, occupé sans restrictions.

Dans l'opposition aux rétentions, comme dans beaucoup d'autres, comme lors de la reprise de la gestion des retraites par l'État, lors du sauvetage d'YPF, pour la loi d'approvisionnement ou le traitement de la dette et la loi de paiement souverain qui en découle, sont ceux qui sont directement affectés dans leurs intérêts particuliers et, paradoxalement, quelques mouvements syndicaux et sociaux de gauche qui rejettent tout ce qui vient du gouvernement. C'est-à-dire qu'aux réussites qui ont plus à voir avec l'autonomie, avec le développement indépendant et avec la défense des citoyens ordinaires face aux multinationales, une partie du péronisme (Fédéral, les Syndicats de Moyano, de Barrionuevo etc.) et une partie du progressisme (?) (PO, CTA de Michelli, FAUNEN, de Pino, Ripoll, Lozano ...) s'affrontent et se prennent chaque fois le chemin de ceux qui disent combattre, en essayant d'empêcher chaque avancée que le gouvernement entreprend sur ce chemin. Jusqu'à présent, personne de l'opposition ne propose quelque chose de meilleur, le chemin auquel ils aspirent est de revenir au pays néolibéral respectueux de l'empire et dénigrant ce qui est national.

Le Kirchnerisme

Le kirchnerismo vient du péronisme et dans ses objectifs dans le domaine du social, de l'industrialisation, de la souveraineté, c'est le péronisme, mais il a une particularité développée au cours de ces onze années qui lui est propre. Durant ces années le kirchnerisme, comme on a appelé ce mouvement qui gouverne, a été confronté à tout ce que les gouvernements précédents, les péronistes et les non péronistes, ont cédé contre le bien-être du peuple. L'expérience peut se poursuivre, ce qui implique de continuer à gouverner pour faire du pays un pays qui travaille vers l'intérieur, qui comprend l'importance de l'union latinoaméricaine dans laquelle il joue un rôle fondamental et créateur ou qui peut faire échouer cette cassure historique donnant place aux esprits corporatifs et colonisés. De plus, il n'est pas banal non plus, d'être passé *du Point final et de l'Obéissance due* et de la politique de la grâce, à celle de la *Mémoire, Vérité et Justice*, un exemple admiré dans le monde.

Font partie du kirchnerisme divers groupes qui proviennent d'histoires inégales qui ne peuvent, ni doivent prendre en charge le bagage des gouvernements péronistes antérieurs au kirchnerisme. Ce sont là tant de curiosités auxquelles ceux d'entre nous qui connaissons notre histoire sont confrontés.

Le progressisme

De dedans : Les progressistes à l'intérieur du kirchnerisme défendent et proposent de continuer d'approfondir les points fondateurs de ce mouvement. Ils continueront à parier sur YPF et *Aerolineas Argentinas*, pour défendre le désendettement mené par le pays durant toutes ces années et sur la recherche de solutions économiques qui n'impliquent pas recommencer à s'endetter pour soutenir le fonctionnement financier normal du pays, ce qui implique aussi de continuer avec le concept de Banque centrale en accord avec le pouvoir exécutif et non autonome. Ils lutteront pour l'application de *la Loi de Services de Communication Audiovisuelle*, pour les retraites gérées par l'Etat, pour les universités nationales, l'éducation gratuite nationale, l'attribution universelle par enfant tandis qu'il y a des chômeurs, les plans de logements etc. Ils se proposent de continuer l'industrialisation, la substitution des importations et travailleront pour l'autonomie énergétique en continuant avec les plans déjà dans en marche. C'est-à-dire, ils ont un *Projet de Pays* clair à offrir.

De dehors : Les progressistes qui ne sont pas kirchneristes, se sont opposés toutes ces années à presque tout venant du gouvernement. Il serait intéressant de savoir à propos de tout ce qui a été mentionné qui fonctionne actuellement, quelle position ils prendraient au cas où ils seraient le prochain gouvernement et quels seraient les sujets qu'ils développeraient.

Le péronisme

Le péronisme qui discute son rôle et sa fonction actuelle, s'il se reconnaît comme protagoniste du kirchnerisme c'est parce qu'il attribue implicitement au péronisme la capacité de se restaurer dans la démocratie, sauvée de la dictature la plus féroce et des démocraties les plus traîtresses, dont l'essentiel signifiant est l'égalité. Le péronisme qui rivalise avec le kirchnerisme et s'interroge aussi sur son rôle, actuel et futur, ne pourra pas parler de l'avenir, s'il ne trouve pas la manière de s'expliquer et de mettre à jour la raison pour laquelle il n'a pas travaillé et contribué positivement durant cette période imprégnée de luttes et de conquêtes qui appartiennent à l'idéologie péroniste bien que pas exclusivement.

Le Kirchnerisme, vient du Péronisme mais il a ajouté beaucoup de Progressisme. Comme nous voyons dans notre histoire particulière, cela ne permet de rien présupposer. Il y a des péronistes et des progressistes qui donnent une vie au projet kirchneriste, mais il y a des péronistes adversaires du kirchnerisme qui se joignent avec le secteur le plus conservateur de notre tradition et repousse la gauche. Il y a des progressistes en dehors du kirchnerisme qui,

au contraire, critiquent le gouvernement pour ne pas être plus tranchant dans sa lutte contre les grands groupes. Ce qui est conflictuel depuis les premiers grands affrontements avec ces pouvoirs sur ce que le gouvernement a fait (résolution 125 [1]), systématiquement, ils se sont mis là où se positionnent les puissants de dedans, et ceux de dehors (Fonds Vautour).

Ce qui peut arriver

Difficile il est d'imaginer ce qui va arriver. Pour l'instant, sans anticiper, on voit que les événements significatifs impulsés par le Gouvernement continuent de survenir. Nous ne savons pas non plus comment vont être résolus les grands carrefours que nous traversons chaque jour. La dynamique que prend le sujet du paiement de la dette, dans laquelle les Fonds Vautour sont impliqués, avec l'adhésion de nombreux pays à la politique portée par le Gouvernement, ne cesse de surprendre. Argentins et étrangers s'étonnent non seulement de la fermeté et l'originalité de la proposition, mais du message clair qu'envoie un pays sans grand rôle dans le monde (ainsi ils l'ont considéré), quant à ce que signifie une intention souveraine affirmée, qui prend le difficile chemin de la défense d'une idéologie qui prend en considération son droit de défendre de façon souveraine les questions qui impliquent la vie durable de ses habitants, et non une soumission de convenance, tel on l'attendait selon le rôle octroyé (accepté par les vautours de dehors et de dedans) à ce pays du Sud, qui tombe presque de la carte dessinée par les pays du Nord.

Il est important d'observer que pas toujours ce qui est bon pour le pays c'est-à-dire ce que certains pensent bon et avec quoi il est difficile de ne pas être d'accord, comme par exemple, en l'occurrence du fait que l'Argentine peut sortir gagnante de ce carrefour et qu'elle impose ses conditions souveraines, est bon pour tous les argentins. Pas la peine de remarquer que ce que disent les médias de masse, qui n'informent pas, mais expriment comme événements ce qu'ils considèrent convenable pour leurs intérêts. De la même façon le comportement des parlementaires au Congrès reflète de quel côté est chacun et ceux qui cherchent à en profiter. Dans le vote de la Loi de Paiement Souverain de la Dette, proposée par l'Exécutif, pour résister à l'attaque des Fonds au Vautour, qui autorise la substitution du Bank of New York par la Banque Nation Fidéicomis [Ar] et permet le paiement de la dette restructurée à Buenos Aires, 134 votes ont été en faveur du projet, 99 ont voté dans contre et 12 se sont abstenus.

En plus des 118 députés du FPV, ont voté pour des députés du [Frente Nuevo Encuentro](#), du [Movimiento Popular Neuquino](#), du [Frente Cívico de Santiago](#), un député du Movimiento Solidario Popular de la Terre de Feu, un du [Union Civica Radical](#), un du Frente de Inclusión Social et un de [Cultura, Educación y Trabajo](#) [péronisme de droite]. Toute l'opposition de droite et centre : le [PRO](#) [droite conservatrice et liberale], le [Frente Renovador](#) [péronisme fédéral de droite], le [Partido Socialista](#), le Gen, le [Compromiso Federal](#) [péronisme fédéral], le Frente Cívico de Córdoba, [Unión por Córdoba](#) [péronisme liberal], de nombreux de l'[Union Civica Radical](#) et autre ont voté contre Il y a eu des abstentions et une absence. Plusieurs de ceux qui ont voté contre ou se sont abstenus, argumentent qu'il ne faut rien payer, parce que c'est une dette illégitime et ils agissent, sans regarder les conséquences, nuisant au travail fait de refonte. Récemment, avec des arguments différents, ils se mettent du même côté que ceux qui ne voient pas d'intérêt à se battre pour l'autonomie et au contraire qui sont pour l'endettement pour pouvoir avoir une démocratie sous condition.

Les jeunes d'hier et d'aujourd'hui

Les jeunes des années soixante dix, certains d'entre eux, avaient les mêmes discussions. La différence cependant est très grande. La gauche et le péronisme ont eu leur rencontre en demandant le retour de Perón et l'ont concrétisé

dans le *Printemps Camporista*, mais cela a duré très peu et la tragédie fut l'expérience habituelle dans l'intention d'obtenir quelque chose de dignité dans le pays. Le gouvernement péroniste qui a suivi celui de Cámpora fut néfaste et la dictature suivante, le pire de toute notre histoire. Aujourd'hui cette rencontre (encore une fois, de certains d'entre eux) dure depuis 11 ans et il y a des propositions pour continuer et, fondamentalement, les jeunes d'aujourd'hui se manifestent avec joie pour défendre et ne pas perdre ce qui existe déjà, ce qui est réussi, pour avancer.

Des symboles nécessaires

Au Luna Park, le 12 août, se sont réunis [Unidos y Organizados](#) à côté de milliers de militants de différentes organisations politiques sous la consigne « Patrie ou Vautours », pour appuyer le gouvernement dans sa position face aux *Fonds Vautours*. Dans le stade de Argentinos Junior le 13 septembre, [La Cámpora](#) a organisé une rencontre ouverte à tout le militantisme où pour la première fois Máximo Kirchner a pris la parole. Près de 50 000 jeunes ont manifesté leur appui au projet mené par Cristina sous la bannière « Cherchant un cap irréversible ». Ils ont montré une capacité d'expression, de conviction, d'amour de la patrie, d'appartenance. Le Mouvement Évita, avec des parlementaires, gouverneurs, dirigeants sociaux et hommes politiques a le 22 août partagé une Assemblée Populaire où l'on proposait d'isoler les Fonds Vautour et l'on a affirmé que l'Argentine ne se mettra à genoux devant personne. Le leader de ce mouvement, Jorge Taiana, proposé comme candidat à la présidence, a utilisé la figure du « Segundo Tomo » pour exprimer l'idée de continuer et d'approfondir ce qui a été fait pour continuer à avancer. Quand des militants, avec force et joie, ont chanté l'Hymne national, s'est produite une scène qui a donné un symbole irréfutable. Doit être sauvé par tous ceux qui pensent que ce projet doit continuer à avancer et à grandir après 2015 : Les bras solidaires levés de tous les participants, certains avec les doigts en V et les autres avec le poing fermé. Les symboles parlent et se conjuguent par un grand sentiment, l'ennemi pour tous ceux qui luttent pour la patrie est le même. C'est ce dont nous avons besoin.

Mirta Ventura para [Rébellion](#).

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 3 octobre 2014.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] C'était un projet du gouvernement argentin d'imposition sur un secteur de l'économie (le secteur agricole) qui empochait pour son compte une rente extraordinaire. Profit qui ne revenait pas à ce secteur, mais au pays. Puisque les profits spectaculaires qu'ils recevaient, ne venaient pas de leur activité, mais d'une combinaison de prix intérieurs bas, et d'une hausse spéculative des prix internationaux des céréales. Ces avantages comparatifs (qui ont participé à transformer l'agriculture dans le secteur de l'économie le plus rentable - très au-dessus d'autres secteurs - c'est le pays qui les avaient obtenus, non les agriculteurs).

Le gouvernement pour corriger cette asymétrie, est intervenu en dictant la [Résolution 125](#), à travers laquelle on essayait de recouvrer une partie de cette rente agraire, et d'éviter la distorsion dans les prix internes, puisque dans ce scénario mondial, il serait possible d'arriver de faire exploser les prix des aliments que nous consommons. Avec des prix internationaux si hauts, nous tarderions peu à voir reflétés ces prix dans les aliments de consommation quotidienne. Finalement la contestation de ces entrepreneurs agraires a obtenu que la Résolution 125 ne soit pas

confirmée au Congrès National.